

PROMAPP

Programme de Monitoring des Pouvoirs Publics

Bulletin #3

RENCONTRE ENTRE LA SOCIÉTÉ CIVILE DU PLATEAU CENTRAL ET LES AUTORITÉS LOCALES DANS LE CADRE DE LA FERMETURE DU PROGRAMME PROMAPP

Dans le cadre de la fermeture du projet PROMAPP financé par l'Union Européenne, la Structure de Plaidoyer du Centre (SPC) mis sur pied par l'Observatoire Citoyen de l'Action des Pouvoirs Publics (OCAPH) a pu réunir 2 Députés, 9 Maires, 11 CASECS 3 ASECS et 30 leaders d'organisations communautaires représentant du Plateau Central. Comme l'a mentionné les participants c'est pour la première fois qu'une structure de la société civile de la région a pu organiser une telle rencontre entre les autorités et les citoyens de la région.

En effet après plus de 6 mois de consultations entre 50 leaders d'organisations communautaire de la société civile du haut et du bas plateau qui ont eux même identifier 3 services publics prioritaires pour eux dont: l'Éducation, L'immigration et l'état Civil. Ils ont décidé de créer à l'aide des techniques de l'OCAPH, la Structure de Plaidoyer du Centre. Cette structure qui a pu se lancer en Février 2017 une campagne de plaidoyer auprès des Ministres et des Parlementaires a aujourd'hui organisé une rencontre avec les autorités locales du plateau central.

Le dialogue entre la société civile et les autorités locales est lancé et le Député de Thomonde a promis

d'inviter la SPC a la chambre des Députés pour que tous les Députés du Plateau Central puissent entendre le plaidoyer de la plateforme avant le vote du budget rectificatif. Selon le Député, ce dialogue constructif permettra aux citoyens de guider les représentants du peuple.

Lors des interventions les participants ont demandé que dans le cadre de l'appui budgétaire de l'Union Européenne a Haïti, il faut que la société civile locale soit plus informé de l'utilisation de ces fonds par l'état Haïtien. Une négociation doit être faite entre la société civile, l'état Haïtien et le donateur car l'impact de l'aide budgétaire dans le domaine de l'éducation doit se faire attendre donc une participation active du SPC est important.

Donner la voix aux sans voix est selon le représentant des journalistes le succès de cette initiative car grâce à la SPC, les Maires, les ASECS et les CASECS fraîchement élu malgré différent chapel politique ont des interlocuteurs. Les journalistes qui ont participé aux formations de l'OCAPH ont exprimé le désir de lancer des investigations sur des cas de corruption dans l'utilisation des fonds communaux, des fonds Petro Caribe et des ONGs après le tremblement de terre et la crise du choléra.. La Presse

locale apporte son appui et participera pleinement au sein de la Structure de Plaidoyer du Centre. (SPC).

Comme l'a mentionné Karl Jean Louis lors de son intervention " la société civile doit accompagner l'état à travers le dialogue, la vigilance citoyenne, et la transparence. Il est temps que le débat sur le budget se fasse entre les autorités locales et les citoyens pour garantir une transparence des utilisations des maigres ressources. L'appui de l'UE a OCAPH dans le but de lancer un monitoring des services publics peut être effective à travers la plateforme SPC qui comprend maintenant a travers les formations reçu le cycle budgétaire et cette responsabilité que les autorités ont pour améliorer les services publics".

Les citoyens et les autorités se sont mis d'accord pour lancer ensemble le combat pour la décentralisation qui doit se faire à travers une collaboration entre le SPC et les Parlementaires représentant le Plateau Central. Nous avons compris que la décentralisation et le budget national sont des outils que nous devons prendre en considération si nous voulons voir les changements que nous exigeons de l'état a dit la représentante de femmes Maissade.



Rencontre le 8 Avril à Mirebalais entre les citoyens et les autorités locales dans le cadre du PROMAPP

